

# GESTION SOCIALE

C.G.T. F.O.  
Documentation  
Bibliothèque

Groupe Liaisons  
une marque Wolters Kluwer

## La lettre hebdomadaire des dirigeants

www.WK-RH.fr

ISSN 0756-9765 — Prix du N° 26 73 €

Judi 1<sup>er</sup> avril 2010  
N° 1636

### SOMMAIRE

- France Télécom : après l'amiante, la radioactivité ..... p. 2
- Technip : premier bilan de la gestion des RH stratégiques ..... p. 2
- Michelin : le projet d'accord sur le stress boudé ..... p. 3
- Et maintenant, du consulting antiséquestration ..... p. 3
- Stanley Black & Decker : une acquisition à haut risque ..... p. 4
- L'irrésistible ascension de l'Unsa dans la finance ..... p. 4
- Irlande : pacte de paix sociale ..... p. 5
- UE : vie de famille ou carrière ? ..... p. 5
- AGENDA et NOMINATIONS ..... p. 6

### AVANT-SCÈNE

## L'Apec au pied du mur : se réformer ou disparaître

Le DG de l'Apec, Jacky Chatelain, qui a récemment perdu ses superbes bacchantes, se fait des cheveux blancs. L'Association pour l'emploi des cadres attend comme un couperet la décision de la Commission européenne concernant sa mission d'intérêt général, qui paraît si peu évidente aux gendarmes de la concurrence qu'ils ont demandé des explications écrites aux pouvoirs publics français. Sans cette estampille, l'organisme paritaire pourrait dire adieu aux cotisations obligatoires, qui représentent plus des trois quarts des 125 M€ de budget annuel. Le président de l'institution, **Éric Verhaeghe** (Medef), par ailleurs Monsieur social à la Fédération française des sociétés d'assurances, défend bec et ongles l'association, qui a échappé de peu à une OPA de Pôle emploi. Il aimerait bien que le rapport que doit publier dans quelques semaines l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) sur sa gouvernance et l'efficacité de ses services plaide en faveur du maintien, voire du renforcement. Mais impossible d'écarter l'hypothèse d'un arrêt du robinet à cotisations. Jacky Chatelain l'a dit à ses cadres réunis en séminaire mi-mars. Et, parmi les quelque 800 salariés, beaucoup commencent à envisager ce scénario catastrophe qui tomberait mal, car les relais font défaut. Les prestations à Pôle emploi, marché captif pendant des lustres, sont désormais soumises à des appels d'offres qu'il faudra arracher avec les dents. L'activité « événementielle » - salons de recrutement - reste déficitaire. Pour couronner le tout, l'Apec reste sous le coup d'une plainte pour distorsion de concurrence déposée à Bruxelles contre son périodique *Courrier cadres*, alors que le titre traîne un déficit récurrent de plus de 3 M€ par an. D'où l'annonce, il y a une dizaine de jours, de négociations exclusives avec le groupe Louati, disposé à reprendre les 35 salariés concernés. « *La décision n'est pas prise, mais le conseil d'administration veillera à ce que les conditions sociales de la reprise soient verrouillées* », rassure **Éric Peres**, administrateur FO, alors que la nouvelle provoque un tollé en interne. De fait, l'Apec planche déjà sur une refonte complète de son positionnement. Fini, les activités de presse, d'édition et d'événementiel. Les nouvelles priorités, plus conformes à « l'intérêt général », seraient : l'accompagnement de la sécurisation des parcours, l'insertion des jeunes diplômés et des cadres les plus éloignés de l'emploi, l'aide à la reprise d'activité et la mobilité des cadres ainsi que le conseil aux entreprises en matière de gestion des carrières et des emplois. À condition que les équipes tiennent le choc : mi-février, on a enregistré une tentative de suicide au bureau de Saint-Quentin (78). Ce qui contraindrait la direction à accélérer les négociations sur le stress qui traînaient depuis novembre 2009. Il est vrai qu'elles n'étaient pas obligatoires, vu la taille de l'institution.

### RÉVÉLATIONS

**OPPORTUNITÉ.** Le statut d'autoentrepreneur fait - aussi - l'affaire des cabinets de reclassement, qui ont du mal à dénicher suffisamment d'offres valables d'emploi. Habituellement, dans un PSE, seuls 5 % des salariés licenciés ou volontaires se positionnent comme créateurs d'entreprise. Il n'est plus rare que la proportion atteigne 30 %, voire 35 %.

**MISE À NIVEAU.** L'harmonisation des salaires et des conditions sociales entre Finaref et Cofidis, ses deux filiales fusionnées au sein de CACF, coûtera au Crédit agricole 10 M€ sur trois ans. Soit une croissance annuelle de 1,4 %, d'une masse salariale de 245 M€. Un effort consenti dans le but d'accélérer les négociations.

**RÉCLAMATIONS.** Un sujet de contentieux qui fait tache d'huile : le non-respect des salaires minima conventionnels. Chez GFI (informatique), SUD et la direction s'affrontent jusqu'en cassation. Chez Auchan, la CFDT maintient la pression, chiffres à l'appui, sur la DRH, accusée de ne pas se conformer à la grille prévue pour les cadres de la grande distribution.

**ÉVOLUTION.** Les effectifs de Rhodia s'érodent en France et en Europe (-6,6 % en 2009). Pas en Asie, ni en Amérique latine. Ces zones, où le groupe crée maintenant deux emplois sur trois, représentent désormais 42 % des 13 600 salariés, contre seulement 27 % en 2003. « *Ce qui reflète la stratégie de développement du groupe* », confirme la direction.

**DRAME.** Le dépôt de bilan de Keyria France (Groupe Legris industries), sa vente par appartement dans les tribunaux de commerce et les PSE a minima ne vont pas sans casse humaine : on déplore deux suicides de salariés.